

# Quatre exemples de conflits sociaux

---

Thierry ROGEL, professeur agrégé de SES au lycée Descartes de Tours

---

*L'objectif de ce dossier est de permettre aux élèves de mieux comprendre la spécificité de certaines actions collectives contemporaines au moyen de comparaisons historiques. J'ai voulu pour cela présenter à mes élèves un des conflits sociaux parmi les plus surprenants des années 80, l'affaire du projet d'installation d'une centrale nucléaire à Plogoff et je n'ai, à ma grande surprise, pas trouvé d'articles relatant cet épisode. J'ai donc décidé de produire moi-même ce dossier « introuvable » à l'aide d'articles fournis notamment par le service de documentation de La Nouvelle République (que je tiens à remercier). Comme l'objectif de mon travail était de permettre aux élèves de faire quelques comparaisons entre différents conflits, j'ai décidé, dans un souci d'homogénéité, de procéder de même pour les trois autres exemples (les canuts, la Commune, l'affaire Lip) bien qu'il existe nombre d'articles de meilleure facture. Ce dossier présente donc deux exemples d'action collective du XIX<sup>e</sup> siècle qui ont fortement marqué le mouvement ouvrier – la révolte des canuts et la Commune de Paris – et deux exemples tirés des années récentes : l'occupation de Lip par ses salariés et l'opposition à l'implantation d'une centrale nucléaire à Plogoff.*

## LES CANUTS

Dans les années 1830, l'industrie lyonnaise de la soierie connaît une organisation originale qui ne tient pas aux anciennes corporations. Au sommet de l'industrie, nous avons 800 négociants, marchands ou fabricants qui cherchent les marchés et font produire en « sous-traitance » par des ateliers indépendants. Ces ateliers sont possédés par 8 000 maîtres-ouvriers ou chefs d'ateliers, possédant de un à six métiers ; les prix de façon sont négociés entre les marchands-fabricants et les chefs d'atelier. Enfin, nous avons 30 000 com-

pagnons très qualifiés qui travaillent dans les ateliers, sont en général logés et gagnent la moitié du prix à façon obtenu par les maîtres-ouvriers. L'industrie de la soie permet alors à environ 80 000 personnes de vivre (sur une population totale de 165 000 personnes à Lyon).

En 1831, après les événements de 1830, les prix à façon avaient fortement chuté et n'avaient pas réaugmenté par la suite bien que la demande ait augmenté (le marché américain commence à s'ouvrir) et que les canuts dussent travailler 18 heures par jour.

C'est alors que le préfet de Lyon

obtient la signature d'un accord collectif entre les représentants des négociants et les représentants des chefs d'atelier, accord aboutissant à une augmentation du tarif des prix à façon. Mais cet accord fut dénoncé par un certain nombre de négociants qui refusèrent de reconnaître la représentativité de leurs délégués. La grève des travailleurs qualifiés qui suivit se transforma en véritable insurrection après l'enlèvement du général de la Garde nationale : l'hôtel de ville de Lyon fut occupé par les insurgés. La « révolte des canuts » fut mâtée et les accords ne furent jamais appliqués. Cependant cette révolte fit date, car

on considère en général que c'est la première action collective de l'ère industrielle opposant des salariés qualifiés à de véritables capitalistes. Certes, il y avait déjà eu des mouvements par le passé comme le « ludisme » en Angleterre mais celui-ci se limitait à la destruction des machines et n'attaquait pas le « système » dans son ensemble comme ce fut le cas à Lyon. On considère de même que c'est à moment que naît en France une « conscience ouvrière » qui marquera le mouvement social du XIX<sup>e</sup> et du XX<sup>e</sup> siècle.

## LA COMMUNE DE PARIS

Le pouvoir bonapartiste est abattu par la défaite militaire en 1870 et, après le siège et la capitulation de Paris le 28 janvier 1871, des élections générales sont organisées. Elles aboutissent à la mise en place d'un gouvernement provisoire, installé à Versailles, soutenu avant tout par les campagnes mais qui ne correspond guère aux préférences des villes et notamment de Paris.

Assez rapidement des oppositions entre Paris et Versailles apparaissent, soutendues notamment par une série de décisions maladroites qui finit par coaliser les commerçants et artisans de Paris avec les ouvriers. La Garde nationale de Paris, constituée en majorité de personnes issues du peuple, commence à détenir l'autorité et devient un embryon de contre-pouvoir. Face à ce danger, le gouvernement Thiers décide le 18 mars de désarmer la Garde nationale et notamment de réquisitionner les 227 canons de celle-ci, installés sur la butte Montmartre. La population parisienne accourue en foule pour défendre « ses » canons, la situation s'envenime et, dans la soirée, le drapeau rouge flotte sur la mairie de Paris. Le 22 mars, des élections sont organisées qui aboutissent à la victoire des révolutionnaires ; la Commune de Paris apparaît alors comme un contre-pouvoir s'opposant au gouvernement Thiers : le 28 mars, la Commune est proclamée place de

l'Hôtel de ville, instaurant une république sociale. *La Déclaration du peuple français*, texte voté par la majorité des élus moins une voix donne le ton : « C'est la fin du vieux monde gouvernemental et clérical, du militarisme, du fonctionnarisme, de l'exploitation, de l'agiotage, des monopoles, des privilèges auxquels le prolétariat doit son servage, la Patrie ses malheurs et ses désastres. »

La Commune prend en charge les services des postes, de la justice, de l'éducation, proclame l'égalité sociale et la nécessaire égalité des salaires entre les hommes et les femmes, interdit le travail de nuit des boulangers ainsi que la pratique des amendes sur salaire effectuée par les patrons... Mais la Commune de Paris est aussi le nom de la lutte entre le gouvernement de Versailles et Paris ; lutte qui aboutit à la capitulation de Paris après des dizaines de milliers de morts et de blessés, des prisonniers, des hommes déportés au bagne...

Pour l'historien Michel Winock, la Commune de Paris recèle trois types de lutte. C'est d'abord un conflit d'ordre politique sur la nature du régime, opposant d'abord les royalistes aux républicains puis les républicains aux communards. De cette lutte, l'idée républicaine sortira victorieuse.

C'est aussi un conflit religieux opposant le catholicisme, se plaçant du côté de la réaction, à la laïcité. Pour Winock, le conflit religieux est finalement celui qu'on retrouve le plus fréquemment dans l'histoire des conflits sociaux dans la France du XX<sup>e</sup> siècle.

C'est enfin un conflit social, et c'est ce que l'histoire retiendra prioritairement, faisant de la Commune l'exemple le plus fort de « lutte des classes », et le premier exemple de « dictature du prolétariat » ; elle aura installé dans l'imaginaire de la société le « syndrome de la barricade ». Enfin, avec l'échec de la Commune, le mouvement ouvrier français se trouve « chassé » du champ politique mais il se concentre alors dans les

ateliers et les usines et prend conscience de lui-même. Après la révolte des canuts et 1848, c'est l'événement majeur de la constitution du mouvement ouvrier français.

## LIP

L'affaire Lip durera environ quatre ans (de 1973 à 1977) et constituera le dernier conflit des « Trente Glorieuses » et, aux yeux de nombreux observateurs, le dernier conflit se situant dans une tradition ouverte au XIX<sup>e</sup> siècle.

Lip, installée à Palente (banlieue de Besançon), était l'un des principaux producteurs de montres. Besançon et le Haut-Doubs ont une longue tradition dans ce domaine : au XIX<sup>e</sup> siècle, Besançon produisait 90 % des montres françaises, mais cette domination s'atténue par la suite puisque la ville n'est plus à l'origine « que » de 38 % de la production nationale en 1973. La ville a de même une longue tradition ouvrière : elle fut le berceau de Pierre-Joseph Proudhon, Victor Considérant et Charles Fourier. L'entreprise Lip connaît un des plus hauts taux de syndicalisation (50 % des salariés sont syndiqués), partagé à égalité entre la CFDT et la CGT. Ces diverses données expliqueront en partie la force du mouvement de contestation à venir.

Au début des années 70, l'entreprise Lip commence à connaître des difficultés, notamment un déficit de 11 millions de francs en 1972. Toute l'affaire commence en fait le 12 juin 1973, lorsqu'au moment d'un comité d'entreprise un ouvrier découvre par hasard dans les papiers d'un cadre un projet de réduction d'un tiers des effectifs de l'entreprise (400 licenciements prévus pour 1300 salariés). Ce même 12 juin, à 16 h 30, les salariés prennent en otage deux administrateurs de l'entreprise et un inspecteur du travail, qui seront rapidement libérés par les CRS. Les salariés décident alors de se retourner contre l'entreprise elle-même : le 13 juin, ils entament une occupation des locaux (jour et nuit) et prennent possession

d'un stock de montres qui constituera leur « trésor de guerre ». Ils reçoivent le soutien de la ville qui se traduira le 15 juin 1973 par une manifestation à laquelle participe le maire de la ville et au cours de laquelle l'archevêque de Besançon prendra la parole.

À partir du 18 juin, les salariés reprennent la production des montres et en font des « ventes sauvages » qui leur permettront de soutenir leur action ; 65 000 montres seront ainsi cachées dans différents endroits de l'usine.

Le 31 juillet, le tribunal de commerce de Besançon annonce la liquidation des biens de l'entreprise mais les salariés continuent l'occupation des locaux, et le 14 août les CRS investissent les lieux, en délogent les occupants et s'y installent jusqu'en février 1974. Le 29 mars 1973, une grande manifestation de soutien, « La marche des 100 000 », est organisée dans la ville. Des actions reprendront en mai 1976 mais avec beaucoup moins d'ardeur, la crise étant passée par là.

Lip est définitivement liquidée le 12 septembre 1977.

## PLOGOFF ET LE CONFLIT ANTI-NUCLÉAIRE

Entre le 31 janvier et le 14 mars 1980, Astérix semble avoir pris corps dans notre bonne Bretagne. En effet, au bout du cap Sizun, près de la très touristique pointe du Raz, à quelques kilomètres d'Audierne et de Pont-Croix, un village semble résister encore et toujours à l'envahisseur. Mais cette fois-ci l'envahisseur n'est pas Rome et ses légions mais l'État français.

Tout commence en 1974 quand le village de Plogoff est retenu, avec cinq autres sites possibles, parmi les lieux d'implantation possibles d'une centrale nucléaire. Quatre chaudières de 1300 mégawatts et de 76 mètres de haut chacune doivent être construites sur la falaise à 10 mètres au-dessus du niveau de la mer. Cette façade de 1,6 kilomètre réclame le creusement des falaises sur plus de 500 mètres.

Un projet d'une telle ampleur implique des travaux pour une douzaine d'années (on en prévoyait la fin pour 1990). Les élus de Plogoff et sa région apprendront cette nouvelle par la presse et non par des voies officielles.

Les arguments en faveur de la construction d'une centrale nucléaire ne manquent pas : la Bretagne est une région qui se modernise rapidement et dont la consommation d'électricité augmente plus vite que la moyenne nationale. De plus, aucune ville française n'est, comme Brest, éloignée de plus de 300 kilomètres des sources d'énergie électrique. Un accroissement de la production électrique semble donc nécessaire. Le cap Sizun possède l'avantage supplémentaire de pouvoir être aisément isolé en cas de problèmes.

Pour les habitants d'une région qui se dépeuple (Plogoff a perdu le cinquième de ses habitants en trente ans), les retombées économiques ne sont pas négligeables : créations d'emplois, développement du commerce local... Cependant les opposants à l'implantation de cette centrale mettaient en avant les risques qu'elle ferait peser sur l'activité locale de la pêche, l'obligation de morcellement des terres et des propriétés pour permettre la construction de routes et bien sûr les problèmes de sécurité et la crainte du nucléaire.

L'opposition locale à la centrale n'était cependant pas très nette au début ; elle était certes forte au sein du village – et les « pro-nucléaires » ont été au cours des années suivantes comparés à des « collabos » –, mais elle s'amointrissait à mesure qu'on s'éloignait de Plogoff.

Les premières actions d'opposition à la centrale nucléaire avaient déjà eu lieu en 1976 quand les habitants empêchèrent les ingénieurs EDF de pénétrer dans Plogoff et surtout en 1978 quand fut créé un « Groupement foncier agricole » (GFA) chargé de regrouper les terres des propriétaires (12 hectares sur les 80 nécessaires pour la centrale) ; du coup,

EDF ne pourra plus traiter avec quelques propriétaires isolés mais avec les associés ayant acheté des parts de cette GFA, soit plus de 2 000 porteurs de parts.

Mais les véritables problèmes vont commencer quand Plogoff sera choisi, en 1979, comme site d'implantation de la centrale, et surtout en 1980 quand s'ouvrira l'enquête d'utilité publique. L'enquête d'utilité publique est une modalité déjà ancienne où l'Administration présente au public les grandes lignes d'un projet réclamant des expropriations. La population, consultée, peut alors émettre des avis et des critiques mais cela ne servira qu'à améliorer la mise en place du projet, notamment en tenant compte des droits des propriétaires, et ce n'est pas un référendum ; la décision est donc déjà prise lorsque s'ouvre l'enquête d'utilité publique. Une telle démarche apparaît comme de moins en moins adaptée à une société où les problèmes d'environnement et d'intérêt général prennent le pas sur les intérêts particuliers des propriétaires et où le besoin de « démocratie directe » apparaît comme de plus en plus fort. On ne s'étonne alors pas que les habitants de Plogoff aient considéré qu'il s'agissait là d'une « enquête bidon ». Pourtant le conseil général et le conseil régional se prononcent en faveur du projet. Les courants politiques sont partagés, notamment le Parti communiste qui, probablement à cause de sa forte implantation dans EDF, s'y déclare plutôt favorable. Pour emporter la décision, le maire de Plogoff demande l'instauration d'un référendum, ce que la préfecture refuse.

Les hostilités vont venir du maire qui refusera d'ouvrir sa mairie aux spécialistes chargés de l'enquête d'utilité publique. On mettra donc en place des « mairies annexes » (en réalité des camionnettes servant de bureau aux techniciens), protégées par des gendarmes mobiles. Ces mairies annexes seront enlevées tous les soirs à 17 heures pour être réinstallées le lendemain matin.

La tension va alors monter peu à peu. Ce seront d'abord le harcèlement des gendarmes mobiles qui protègent les mairies annexes et qui sont continuellement insultés et moqués durant la journée. Puis tous les manifestants se rassemblent à 17 heures au moment du départ des mairies annexes et c'est à ce moment que les troubles se déclarent : jets de pierres, insultes...

Dans la nuit, les habitants mettent tout ce qu'ils peuvent – matelas, appareils ménagers... – sur l'emplacement des mairies annexes allant même jusqu'à creuser des tranchées et y sceller des poteaux.

Les opposants au nucléaire utiliseront tous les ressorts des manifestations festives et symboliques : les traditionnels défilés et manifestations (6 000 personnes à Plogoff, 10 000 à Quimper, 2 000 à Paris) ; une journée « boutiques fermées » est organisée sur tout le cap Sizun le 14 mars 1980 ; une bergerie est construite sur les terres du GFA et de 10 000 à 20 000 personnes participent à son inauguration. Le dimanche 16 mars, on organise une grande fête de soutien à la pointe du Raz (avec kermesse, attractions, chanteurs,...) qui réunit de 30 000 à 50 000 personnes.

Mais on ne sera pas loin de la catastrophe : les manifestations se font de plus en plus agressives et violentes : un mannequin représentant un gendarme est brûlé ; dans la nuit du dimanche 2 au lundi 3 mars, des barricades sont construites sur des routes d'accès (l'adjointe au maire avait déclaré que Plogoff devait devenir une île inaccessible aux policiers). Plus grave, on découvre une charge explosive sous un pont, et dans la soirée du 8 février plusieurs dizaines de personnes enflamment la route avec de l'huile de vidange : six camions de gendarmes mobiles sont arrêtés et attaqués à coups de pierres. Les réponses des gendarmes mobiles ne sont pas non plus empreintes de douceur : au cours d'une manifestation à Pont-Croix la situation dégénère, des grenades lacrymogènes sont tirées dans les jardins privés, des manifestants

sont chassés dans les cours d'immeubles,... à Plogoff même, les grenades sont parfois jetées d'hélicoptères.

Il s'institue alors une véritable atmosphère de siège, les habitants se réunissent dans les cafés pour mettre au point leurs plans d'action et communiquent par talkies-walkies en cas d'alerte.

L'opposition ne concerne alors plus seulement les habitants de Plogoff, et la composition des manifestants n'est pas la moindre cause de surprise. Il est vrai qu'au début les habitants de Plogoff voulaient se défendre seuls et ne voulaient pas « d'étrangers » au village à leurs côtés, ce qui témoignait à la fois de leur volonté de ne pas être récupérés et du caractère très local de leur lutte. Toutefois, ils finirent par admettre les écologistes de l'organisation « Evit buez ar c'hap » (« Pour la vie au cap Sizun »), et de l'UDB (Union démocratique bretonne) qui reconnaissent l'autorité du maire ; enfin, divers mouvements de gauche et autogestionnaires rejoignirent le mouvement. Dans un village breton, où les maris sont le plus souvent en mer, ce sont les femmes qui se retrouvent aux premiers rangs (ce qui confirme le rôle essentiel de la femme en Bretagne) mais également les « vieux » en sabots, parlant breton, et qui désirent avant tout défendre « leur » village et « leur » cap.

On a donc au sein de cette action collective l'addition d'un grand nombre de revendications diverses : on veut bien sûr défendre la beauté du cap Sizun (avec le soutien des touristes étrangers) ; cette défense du littoral peut prendre un aspect plus politique avec les mouvements autonomistes comme l'UDB ; à cela on peut ajouter une protestation anti-nucléaire plus ou moins élaborée (allant du refus des écologistes organisés au simple fait de refuser le nucléaire dans ce village sans être opposé à l'implantation de la centrale ailleurs). Mais ce qui a surtout animé les habitants de Plogoff c'est le sentiment qu'on ne tenait pas compte de leur avis et que tout était décidé de Paris

par des technocrates (en fait, pour beaucoup, la décision aurait finalement été imposée par les ingénieurs d'EDF) ; la revendication est alors, de fait, anti-centralisatrice et repose implicitement sur une aspiration à un autre type de démocratie. Le journaliste Marc-Antoine Rendu résume alors bien le problème : « Il s'agit ici de populations affirmant leur droit de décider elles-mêmes de leur avenir face à un pouvoir central qui, s'appuyant sur des habitudes technocratiques, veut l'orienter autrement. » (*Le Monde* du 17 mars 1980).

Les doutes sur la validité du projet vont alors s'étendre aux « milieux autorisés ». En mars 1980, 85 scientifiques protestent contre les méthodes utilisées dans le cadre de l'enquête publique. Plus grave pour l'enquête, cinq scientifiques déclarent devant le « conseil d'information sur l'énergie nucléaire » (présidé par Mme Veil) qu'ils avaient effectué des travaux pour l'EDF sur les conséquences de l'implantation de la centrale et que leurs doutes sur les effets sur l'environnement n'ont pas été pris en compte. Cela n'empêche pas le gouvernement de prendre les décrets de construction de la centrale le 2 décembre 1980. Il faudra attendre le changement de gouvernement pour que le projet soit abandonné le 17 juin 1981.

## Commentaires

Le dossier a été conçu de façon à faire ressortir un certain nombre d'éléments que nous devons enseigner. La comparaison des quatre cas permet de faire apparaître la diversité des moyens utilisés dans l'action collective – manifestations, grèves, occupation de locaux, contrôle de l'appareil de production (Lip), achat de parts d'une société (la GFA à Plogoff), insurrection... – ainsi que les raisons ou les causes à la base de l'action – économiques, politiques et sociales – portant sur des oppositions en termes de valeurs ou de projet de société. Cela permet éventuellement de poser le problème de l'importance

de la lutte des classes à côté des autres sources possibles de conflit. On peut également dégager la diversité des acteurs en cause dans l'action collective – les ouvriers, notamment qualifiés (canuts), le peuple parisien (la Commune) ou un regroupement hétéroclite (Plogoff) – ainsi que la nécessité de l'existence d'un opposant clairement défini – le patron, le gouvernement conservateur (Commune), le pouvoir parisien (Plogoff), la technocratie.

Dans chacune des actions collectives apparaît un « conflit central » : le principe de fixation des rémunérations (canuts), la forme de gouvernement souhaitée (Commune), le débat sur la propriété du capital (Lip), le débat sur les processus de prise de décision (Plogoff).

On peut également aborder des notions plus complexes en montrant que la révolte des canuts permet l'émergence d'une conscience de classe et tranche sur les mouvements précédents dans la mesure où il y a une remise en cause du fonctionnement économique ; mais il n'y a pas véritablement mouvement social dans la mesure où il n'apparaît pas un « projet » alternatif, à la différence de ce qui se passera pendant la Commune. De ce point de vue, on peut dire que la révolte des canuts et Lip marquent les deux points extrêmes du mouvement ouvrier, en tout cas tel qu'il s'est imposé aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, la question de la « fin du mouvement ouvrier » restant évidemment ouverte.

Plogoff apporte un éclairage intéressant sur ce que pourraient être les « nouveaux mouvements sociaux » (au sens de Touraine) dans une « société post-industrielle » ; mais nous n'avons là que des embryons de

## BIBLIOGRAPHIE

### Les canuts

- H. SINAY, 1992, *Encyclopédie Universalis*, article « Grève ».  
 J.-P. DELAS, 1991, *Le Mouvement ouvrier*, Nathan-Circa.  
 J.-P. RIOUX, 1971, *La Révolution industrielle – 1780-1880*, Points-Seuil.

### La Commune de Paris

- J.-P. DELAS, 1991, *Le Mouvement ouvrier*, Nathan-Circa.  
 Karl MARX, 1968, *La Guerre civile en France*, Éditions sociales.  
 Michel WINOCK, 1986, *La Fièvre hexagonale*, Calmann-Lévy.  
 E. THOMAS, 1992, *Encyclopédie Universalis*, article « Commune de Paris ».  
 Y. LEQUIN, janvier 1996, « Les heures tragiques de la lutte des classes », *L'Histoire*, n° 195.

### Lip

- Le Monde* du lundi 14 juin 1993.  
*Libération* du mercredi 22 juin 1983.

### Plogoff

- Le Monde* du : 22 septembre 1978, 12 février 1980, 17 mars 1980, 18 mars 1980, 13 juin 1980, 3 décembre 1980, 4 mars 1981.  
*Le Monde du dimanche* (non daté).  
*Le Point* du 11 février 1980.  
*Le Nouvel Observateur* du : 11 février 1980, 31 mars 1980.  
*Libération* du 9 janvier 1980.  
*La Nouvelle République du Centre-Ouest* du : 3 décembre 1980, 5 décembre 1980, 30 mai 1981.  
 (je remercie le service de documentation de *La Nouvelle République*.)

### Sur les problèmes plus généraux concernant la Bretagne

- Edgar MORIN, 1967, *La Métamorphose de Plozevet*, Le Livre de poche (ouvrage important pour la recherche de terrain), notamment le chapitre VIII, « La femme, agent secret de la modernité ».  
 Agnès AUDIBERT, 1984, *Le Matriarcat breton*, PUF, collection « sociologies d'aujourd'hui ».

mouvements sociaux et pas un mouvement social au sens plein du terme, le « conflit central » portant sur les processus de décision ne s'étant pas encore pleinement imposé.

Enfin, on peut aborder des points annexes : ainsi la mise en place d'un Groupement foncier agricole réunissant 2 000 porteurs de parts permet

d'aborder le paradoxe d'Olson et la nécessité de l'existence de valeurs dans un certain nombre d'actions collectives. On peut également aborder de manière plus approfondie le problème du pouvoir technocratique et notamment des ingénieurs EDF (voir par exemple le n° 22 de *Sciences humaines*, novembre 1992). ■